



Editeur: Parti Révolutionnaire Communistes

Pour nous écrire : **COMMUNISTES: 27 Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS**

Edito

L'urgence : affronter le capital et non collaborer avec lui.

Le budget 2025 de l'Etat et celui de la Sécurité sociale ont fait l'objet de plusieurs 49.3 et de motions de censure, toutes rejetées. La macronie et le capital peuvent mener leur offensive austéritaire historique en toute tranquillité.

Le « dialogue social » sert à casser la mobilisation et à désarmer les travailleurs. La mobilisation massive à la hauteur de l'offensive brutale du gouvernement et du patronat doit se bâtir autour d'une stratégie unifiant les travailleurs dans la durée avec des objectifs clairs rassemblant les salariés, la jeunesse, les retraités dans un programme de lutte pour les salaires, les retraites, les services publics, l'éducation, l'emploi, la paix, le désarmement...

D'autant qu'ils vont plus loin dans les attaques contre les travailleurs.

La Cour des comptes a présenté son rapport sur le financement des retraites: le déficit du régime des retraites dépasserait les 14 milliards ou 15 milliards d'euros en 2035. Ces chiffres visent à justifier de nouvelles attaques, que le gouvernement veut dissimuler en prétendant laisser négocier patronat et syndicats dans le « conclave » voulu par François Bayrou entre les directions syndicales et les organisations patronales.

L'heure n'est pas aux conversations de salon mais à la riposte

face au gouvernement et au patronat.

Le Budget 2026 est déjà sur la table du gouvernement Bayrou pour faire payer la dette et la note aux travailleurs, aux classes populaires, à la jeunesse. La porte-parole du gouvernement Sophie Primas a précisé : « Aussi le gouvernement aborde-t-il la préparation du budget pour 2026, avec le double objectif de redresser les finances publiques, mais aussi de dégager des marges

de manœuvre pour faire face à ce nouveau contexte géopolitique », déclare que le budget de la défense devrait encore augmenter, alors que les dépenses vont déjà doubler d'ici 2029.

Il faut rompre avec toute forme de dialogue social et unifier l'ensemble des salariés rejetant cette politique

Dans cette situation où s'exacerbent les contradictions au sein même de l'impérialisme, la lutte nationale et internationale pour combattre et abattre le capitalisme est plus que jamais à l'ordre du jour.

Les travailleurs n'ont en effet rien à attendre mais tout à perdre de se mettre à la remorque de leurs propres exploiters capitalistes les entraînant dans des conflits qui ne sont pas les leurs. La collaboration de classe et le dialogue social ne sont que des pièges pour faire accepter une politique de vassalisation à l'impérialisme dominant.

Pour faire reculer Macron et le capital, il faut impérativement la lutte de plus en plus fort, tous ensemble. Mais aussi, la lutte politique contre le capitalisme pour changer de société.

Le Parti Révolutionnaire Communistes est l'outil politique indispensable pour celles et ceux qui combattent le capitalisme. Celles et ceux qui veulent changer de société ont leur place pour mener ce combat avec nous.

Samedi 8 mars à 14h00

Soutien à la lutte de libération nationale du peuple palestinien

Au Maltais Rouge 40 rue de Malte Paris

Voir page 3

Souscription nationale

Un grand merci à tous ceux qui ont déjà répondu à notre appel et ont envoyé des chèques selon leurs moyens. Nous avons besoin de beaucoup d'argent pour faire connaître nos propositions dans tout le pays. Nous savons que nous pouvons compter sur vous. A nouveau merci à vous tous qui nous envoyez des dons.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél perso : _____ Signature _____

E-mail : _____

Je verse la somme* de:.....€

Chèques* libellés à :

Mandataire financier de Communistes. Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement. 66 % du montant des sommes versées.

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes
27 Boulevard Saint-Martin- 75003 PARIS

Lutte des classes ou collaboration de classes

Le syndicalisme à la croisée des chemins

Bayrou, est là pour appliquer la politique du Capital. Les travailleurs et les organisations qui les rassemblent et les représentent n'ont rien à attendre de commission de financement ou d'une espèce de conclave pour réfléchir au financement des retraites. Le but est très clair : faire entériner définitivement par les « partenaires sociaux » la réforme inique des retraites de Macron et l'idée de la poursuite de la casse. Depuis 2017, Macron et ses gouvernements sont des gérants loyaux de la feuille de route du Capital : ils s'en prennent à ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, à tout ce qui est collectif et oblige le Capital à contribuer. Et ils le font avec des méthodes violentes, utilisant tous les instruments de la répression d'État (police et justice) et tous ceux du formatage des consciences (media, écoles, universités). Il n'existe pas dans cette Assemblée nationale de majorité décidée à au moins freiner la casse sociale en place depuis 35 ans et accélérée depuis par Macron. Aucun des 577 députés de cette Assemblée ne veut renverser le capitalisme.

Faisons contribuer les possédants

Depuis que le capitalisme existe, en France comme ailleurs, l'État et le gouvernement sont au service du capital, de la classe dominante, ceux qui organisent et véhiculent les idées dominantes. Au stade impérialiste, ce que d'aucuns appellent la « mondialisation », la concurrence entre les multinationales est de plus en plus sévère parce que le marché est fermé et à cause de la baisse tendancielle du taux de profit. Les capitalistes n'ont pas le choix, pour s'en sortir, même la concurrence entre eux ou la guerre impérialiste ne suffisent pas, ils doivent s'en prendre au travail vivant, c'est-à-dire taper sur le salaire, les cotisations sociales, les services publics.

Pour rappel, l'esprit de ce qui s'est décidé en 1945, par Ambroise Croizat était que les richesses créées contribuent à assurer la Santé gratuite (Sécu) et une seconde vie (retraite) pour les travailleurs. Utiliser les richesses créées, signifie mettre à contribution ceux qui les accaparent car au bilan la seule valeur qui est créée, l'est par le travail des salariés.

Le débat officiel autour du financement des retraites occulte volontairement la signification profonde de notre Sécurité sociale et du système des retraites. Ceux qui veulent augmenter l'âge de départ

nous disent qu'il n'y a plus assez d'actifs pour financer et leurs opposants parlent d'augmenter les cotisations. Mais nous n'en sommes plus aux sociétés de secours mutuel d'avant 1945; la différence est dans la mise à contribution des possesseurs des moyens de production et d'échanges. Une seule revendication devrait animer les défenseurs de la retraite à 60 ans : en finir avec les exonérations de cotisations patronales, c'est par elles que l'État du Capital organise le déficit et la destruction de nos réalisations sociales. Il ne s'agit pas de « conditionner » les aides publiques, comme le demandent les syndicats, mais de cesser toute politique mettant les multinationales sous perfusion d'argent public. Ces dons aux capitalistes ne sont pas des aides, mais le vol du salaire socialisé, un vol légal, autorisé, des ressources des salariés.

L'âge de départ à la retraite est certes une donnée importante, mais focaliser complètement sur ce sujet fait passer à la trappe la question de la durée de cotisations nécessaire pour partir à taux plein, une durée que la gauche a augmenté en 2015 avec la loi Touraine, préfigurant la réforme de Macron.

Une autre manière d'enterrer le système de 1945 est de remplacer les cotisations par l'impôt. C'est en place depuis Rocard, avec sa CSG. Le silence est total sur l'étatisation de la Sécurité sociale. En 1995, Juppé a pu imposer son plan visant à faire décider du budget de la Sécurité sociale par le Parlement, au lieu des caisses de retraite et d'assurance maladie. Aujourd'hui, quasiment personne dans les partis politiques en place ou les syndicats ne remet en cause le fait que le budget de la Sécurité sociale (et donc, celui des retraites), soit décidé par l'État alors que tout le financement cotisations et impôts prend naissance dans la valeur produite par les salariés.

La tâche des militants de lutte des classes, c'est d'organiser la lutte !

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, patrons et salariés ne sont pas des « partenaires sociaux », mais relèvent

de classes antagonistes dont les intérêts sont totalement opposés. Aussi, nous n'accordons aucun crédit aux discussions politiciennes en cours, ni aux grandes-messes en préparation. Tout cela ne sert qu'à intégrer encore plus les syndicalistes au système. Il est temps de mettre fin à ces discussions, où la seule présence des organisations de travailleurs permet d'accepter ainsi des reculs sociaux. Le seul vrai dialogue social, c'est la grève. En s'appuyant sur des grévistes, des travailleurs en lutte, quand le rapport de force et inversé il est licite de négocier, mais quand il n'y a pas de rapport de force, c'est illusoire et contre-productif.

Seulement un grand mouvement de grève pourra obliger patronat et gouvernement à plier et à abandonner la réforme. La grève durable est le seul moyen de gagner pour les travailleurs, il est indispensable que la CGT contribue de toutes ses forces à la construire.

Le Parti Révolutionnaire Communistes ne reste pas l'arme au pied dans un attentisme mortifère pour les travailleurs et destructeur pour les outils de la lutte des classes. Nous prendrons notre part dans la construction d'un vaste mouvement de lutte dont les prolétaires ont besoin. Nous appelons tous les travailleurs et tous les syndicats à prendre part à ce combat, le seul qui vaille. C'est ainsi et seulement ainsi que tous ensemble nous forcerons ce gouvernement au service du capital et ceux qui suivront à céder aux exigences des travailleurs.

Pour suivre les luttes, l'actualité

www.sitecommunistes.org

<input type="checkbox"/>	<i>Pour adhérer</i>
<input type="checkbox"/>	<i>Prendre contact</i>
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 27, Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS Courriel : communistes@sitecommunistes.org	

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :

Samedi 8 mars à 14h00

Soutien à la lutte de libération nationale du peuple palestinien

Une initiative du Parti Révolutionnaire Communistes

Au Maltais Rouge ; 40 rue de Malte, 75011 Paris

(métro République ou Oberkampf)

A cette occasion nous présenterons la brochure éditée par le Parti Communiste Révolutionnaire :
Une brève histoire de la Palestine : comprendre et soutenir la lutte de libération nationale du peuple palestinien

Plus que jamais, la solidarité avec le peuple palestinien !

Quelques jours après le début du cessez-le-feu entamé dimanche 19 janvier, la solidarité des travailleurs et des peuples avec les Palestiniens est plus que jamais à l'ordre du jour.

Ce cessez-le-feu n'est qu'une trêve dans un conflit colonial. Depuis l'annonce de cette trêve mercredi 15 janvier, plusieurs centaines de Palestiniens ont été tués. Le génocide continue, le massacre ne s'arrête pas avec des accords ou des annonces. Il est seulement mis en pause pour mieux repartir.

En Cisjordanie occupée y compris à Jérusalem-Est, l'État israélien poursuit ses arrestations et ses exactions dans les prisons israéliennes, le 21 janvier un raid dans le camp de réfugiés palestinien du nord de la Cisjordanie, a fait 9 morts et 35 blessés. Il doit être mis fin à cette politique ! Depuis la libération des 90 prisonniers, au moins autant ont déjà été arrêtés dont 64 lors d'un raid nocturne dans le village de Azzun en Cisjordanie.

Nous le savons, les dirigeants de l'entité sioniste feront tout pour ne pas respecter cet accord proposé depuis huit mois dont ils ne voulaient pas et qui leur a été imposé.

Solidarité sans compromis et sans baisser la garde

Puisqu'il y a un cessez-le-feu, il n'existerait plus de raison de continuer les mobilisations de solidarité ! Nous savons que le rôle de notre gouvernement, comme de la plupart de ceux des États impérialistes occidentaux est de ralentir, de désorganiser notre résistance, et de protéger les intérêts impérialistes qui maintiennent Israël en position de force. Aucun crédit ne doit être accordé à tous ces gouvernements qui prétendaient « négocier » une paix qui n'arrivait jamais.

Le Parti Révolutionnaire Communistes n'est pas dupe des discours officiels qui masquent la réalité du terrain. La lutte contre l'impérialisme et le colonialisme est une lutte globale. La Palestine est un sym-



bole, ce qui se passe là-bas est ce que les impérialistes veulent imposer partout. Le combat de solidarité avec la Palestine est un combat contre le système capitaliste, contre les puissances impérialistes qui sont les véritables décideurs. Israël n'est qu'un outil dans ce système, un outil redoutable, mais un outil seulement.

Ni le statu quo, ni les manœuvres des impérialistes occidentaux ne sont une solution.

Que ce soit au nom de la « paix » ou du « cessez-le-feu », notre combat est celui de la justice et de la libération. Nous refusons tout compromis. Il n'y a pas de paix avec l'occupation, il n'y a pas de justice dans le silence. Nous disons non à toute tentative de gouvernance palestinienne imposée de l'extérieur, par les États-Unis ou Israël. La vraie reconstruction de Gaza n'est pas un simple retour à la « normalité » imposée par l'occupant. La reconstruction, c'est la libération totale, l'autodétermination du peuple palestinien, le droit au retour des réfugiés.

Il faut continuer à exiger des sanctions concrètes contre Israël : Sanctions économiques, embargo sur les armes, interdiction de commercer avec les entreprises qui soutiennent l'apartheid israélien. Nous devons isoler Israël sur la scène internationale et exiger que les responsables rendent des comptes pour leurs crimes de guerre. l'État d'Israël, en tant qu'État colonisateur, qui organise l'apartheid et la colonisation de substitution est l'obstacle à la paix.

La lutte contre le racisme anti-palestinien

est plus que jamais cruciale, car il nourrit l'impunité israélienne et permet à l'occupation de perdurer.

Raison de plus, face à cette répression, de continuer à défendre les droits des Palestiniens à résister.

Nous avons, à plusieurs reprises, alerté sur le leurre que représente la soi-disant « solution à deux États ». De nombreux politiciens de gauche évoquent de nouveau des initiatives de « consolidation de la paix », un retour à une « solution à deux États », autant d'écrans de fumée destinés à protéger Israël et ses commanditaires de toute responsabilité et à forcer les Palestiniens à négocier leurs droits au lieu de se battre légitimement pour eux et de changer la réalité injuste.

De la partition de la Palestine au génocide orchestré par les impérialistes, en passant par les accords d'Oslo, l'histoire a montré à maintes reprises que les Palestiniens sont appelés à renoncer à leurs droits fondamentaux.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, après cet accord, soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.

Ukraine un tournant dans la guerre ?

Nous avons, dès le début, analysé ce conflit comme une guerre impérialiste et nous montrions qu'il s'agissait de la face apparente d'un conflit plus profond au sein même du système capitaliste mondialisé. Sur la base de cette analyse de fond et tenant compte des évolutions du conflit, nous avons mis en évidence l'affrontement dépassant le cadre d'un conflit local entre la Fédération de Russie et l'Ukraine.

Les milliards de dollars * ont coulé à flot comme le sang des travailleurs russes et ukrainiens,

chair à canon d'une guerre qu'ils n'ont pas voulu, enrichissant les oligarques, leurs dirigeants corrompus et les complexes militaro-industriels. Prenant prétexte de la guerre, les pays européens se sont lancés dans des politiques de réarmement coûteuses pour leurs peuples et la fuite en avant s'accélère, tandis que l'alliance militaire qu'est l'OTAN - dominée et dirigée par les États-Unis - s'est renforcée. Si l'économie russe a été secouée par les sanctions, mais pas abattue, celle des pays européens a subi de plein fouet les hausses du prix de l'énergie au bénéfice des monopoles énergétiques États-Uniens, contribuant à l'approfondissement de la crise économique de la zone euro. Dans ces conditions, depuis l'élection de D. Trump aux États-Unis une accélération s'est produite du fait des initiatives états-uniennes dans le dossier ukrainien.

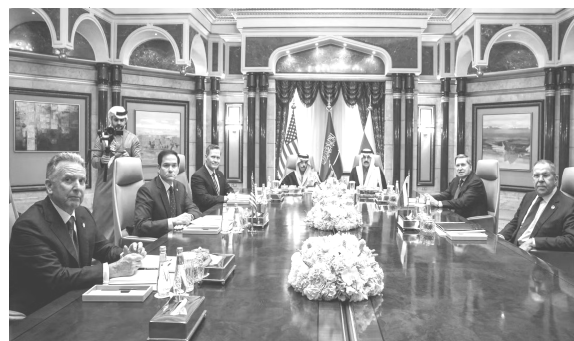
Cet État capitaliste veut dominer à nouveau le système impérialiste.

La puissante industrie est capable de fournir les outils de la domination économique, militaire et idéologique. Concernant les dirigeants américains, l'obstacle majeur à cette ambition, c'est la concurrence de la Chine et de l'Asie en général, l'outil c'est celui de la guerre des droits de douanes pour protéger l'économie états-unienne. Cela y suffira-t-il ? Pas si sûr. En attendant, l'Ukraine ne représente qu'un fardeau dont l'administration états-unienne souhaite se décharger et depuis longtemps en confiant le bébé à ses plus proches voisins en Europe, également concurrents dans la course à la domination des monopoles capitalistes états-uniens.

Les dirigeants des pays de l'Union Européenne ne sont pas, quoi qu'en disent les *media*, snobés ou abandonnés, ils sont sommés d'exécuter les ordres de leur mentor. C'est tout le sens des questions sur leur engagement futur en Ukraine que leur a adressé la direction américaine .

États-Unis et Russie seront les maîtres d'œuvre et les vassaux seront conviés plus tard.

Si, au moment où les nouveaux dirigeants états-uniens souhaitent la pause avec la Russie, certains dans l'UE et en Grande-Bretagne s'acharment à vouloir la guerre, c'est parce qu'elle est, pour les capitalistes qu'ils représentent, le dernier espoir de s'accaparer des richesses en Ukraine, où ce sont les multinationales des USA qui possèdent la part du lion.



La paix impérialiste ne peut donc être qu'un moment où les puissances décident d'appuyer sur le bouton pause en prenant acte des rapports de force et en se donnant le temps d'une respiration pour préparer de nouveaux affrontements. Pousant à la militarisation de la société ouvrant la voie à une escalade dans les armements, la porte est déjà ouverte dans ce sens. Notre responsabilité politique, c'est donc dénoncer et combattre le système qui génère ces réalités : le système capitaliste jusqu'à l'abattre pour entreprendre la construction d'une société de coopération, de solidarité et de paix entre les producteurs et les peuples : la société socialiste.

**Entre janvier 2022 et la toute fin 2024, la communauté internationale a apporté 267 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine. La part de l'Europe avec le Royaume-Uni dépasse celle des États-Unis : 132 milliards contre 114.*

L'Europe se réarme déjà. Selon les calculs de Bruxelles: 200 milliards d'euros de budget militaire avant la guerre, 320 milliards l'an dernier. +60% en 5 ans. La majorité des 27 dépensent désormais plus de 2% de leur PIB dans le militaire.

Communistes

commission paritaire : N° 0325 P 11306
directrice de publication : Christine PICAVEZ
3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois
E' mail: communistes@sitecommunistes.org
- imprimé par nos soins-

Une brève histoire de la Palestine

Comprendre et soutenir
la lutte de libération nationale
du peuple palestinien



Édité par le Parti Révolutionnaire Communistes (2025)

Une brève histoire de la Palestine : comprendre et soutenir la lutte de libération nationale du peuple palestinien

Notre Parti Révolutionnaire Communistes a publié un ouvrage intitulé : "Une brève histoire de la Palestine : comprendre et soutenir la lutte de libération nationale du peuple palestinien".

Ce document est mis en vente sous forme de souscription.

Pour souscrire, envoyez vos dons à :

**Parti Révolutionnaire Communistes, 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris
à l'ordre du Parti Révolutionnaire Communistes.**